

La santé d'enfants de Biélorussie mise en péril

La famille Pion ne pourra accueillir Marina, cet... (Courtoisie, famille Pion)



La famille Pion ne pourra accueillir Marina, cet été, une jeune fille de Biélorussie qui venait à Racine chaque été depuis neuf ans. On la voit ici avec le petit Édouard dans les bras, entourée de Nicolas et d'Émilie.
Courtoisie, famille Pion



Isabelle Pion

La Tribune
(Racine)

En Estrie, sept ou huit enfants devaient arriver la semaine prochaine. La famille Pion, de Racine, a peine à se souvenir des étés où Marina Vierashtshugina n'était pas là. Les membres de cette famille nombreuse ont connu l'adolescente alors qu'elle n'était qu'une enfant. "On est triste, on a de la peine. Ça faisait neuf ans qu'on l'accueillait. On nous a dit que ça ne fonctionnait pas cette année; on n'a pas eu beaucoup de détails. On va peut-être essayer de lui téléphoner, vu qu'on ne se verra pas", raconte Rubie Marois, la maman qui accueillait Marina comme sa propre fille.

Comme les hôtes devaient payer les frais liés au séjour de la jeune fille, Pierre-Yves Pion et ses enfants ont même grimpé sur les planches du Centre d'art de Richmond afin de présenter un spectacle-bénéfice en prévision de ce séjour estival. Toute la famille avait mis la main à la pâte pour préparer l'événement. "On souhaite que ça fonctionne. Notre argent est déjà ramassé pour l'an prochain", souligne Mme Marois. Au Québec, ce sont environ 30 familles qui ne recevront pas cette visite tant attendue.

Selon Séjour Santé Enfants Tchernobyl (SSET), l'organisation québécoise qui permet à des enfants de Biélorussie de venir passer quelques semaines au Québec, ce pays situé à seulement 10 kilomètres au nord de la centrale de Tchernobyl a reçu plus de 70 pour cent des retombées radioactives. Les enfants grandissent donc dans ces zones contaminées.

Un des objectifs du séjour est de renforcer leur système immunitaire en leur permettant de vivre dans un environnement plus sain. L'explosion d'un des réacteurs de la centrale de Tchernobyl est survenue en 1986.

Les familles ont été avisées du dénouement de ce dossier au début du mois de juin, mais la nouvelle n'a pas été annoncée publiquement dans les médias, précise Carole Normandeau, présidente de SSET. "C'est tellement une triste nouvelle!" commente-t-elle. "On va travailler ferme en septembre pour s'assurer qu'il y ait une mobilisation de tous les groupes pour ramener les deux gouvernements à la table des négociations. Sinon, ça met le programme en danger", fait-elle valoir.

Porte-parole au ministère des Affaires étrangères, André Lemay précise que la Biélorussie exigeait un accord juridique international contraignant.

L'origine du problème? Le fait que des pays d'accueil aient souhaité garder des enfants qui auraient aimé demeurer dans leur terre d'adoption a suscité des craintes en Biélorussie, soit que bon nombre d'enfants ne retournent pas du tout à la maison. Mais le Canada n'avait aucune visée en ce sens, note M. Lemay.

"Les programmes étaient très avantageux pour les enfants; pour nous, il n'y avait pas de problème (...) Les propositions canadiennes qui auraient permis au programme de continuer ont été rejetées."

Aux yeux de Rubie Marois, il est clair que l'état de santé des enfants bélarusses s'en ressentira.

© La Presse, Itée. Tous droits réservés.